POUR LES SERVICES PUBLICS

LES

10& 18 SEPTEMBRE on se mobilise

POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

En juillet, les annonces du Premier ministre sur le budget ont confirmé la poursuite des politiques, de destruction de notre solidaire, modèle social conduites désormais depuis 2017. **Agitant** l'épouvantail de la dette et de la guerre, ces orientations budgétaires épargnant les plus riches et la rente des actionnaires promettent une nouvelle fois de faire payer aux salarié·e·s, les cadeaux sociaux et fiscaux offerts au patronat sans évaluation ni contrepartie.

En outre les collectivités devraient ainsi être mises à contribution à hauteur de 5,3 milliards d'euros pour 2026. Or les efforts budgétaires déjà consentis ont des effets : suppressions de postes, le non-

RENTRÉE SOCIALE: LA SOUTION BAYROU



remplacement des agent·e·s ou encore projets de privatisation de certaines missions.

Ce cadre budgétaire est insoutenable de l'aveu même du Premier ministre qui va solliciter le 8 septembre un vote de confiance auprès des députés. Mais quel que soit le résultat de ce vote, pour avoir une chance de peser sur les politiques à l'œuvre ou à venir le monde du travail, et en particulier les agent·e·s de la fonction publique territoriale, doivent faire entendre leur voix.

Le 10 septembre, témoin de la colère profonde qui agite la population, doit être une première étape pour porter les revendications des agent-e-s pour les emplois, les salaires, les conditions de travail et des moyens pour le service public. C'est également une occasion pour la FSU Territoriale de réaffirmer sa détermination à défendre notre modèle social et les services publics, seuls à même d'assurer la solidarité, la cohésion, la justice sociale et la nécessaire rupture écologique.







Après une multitude de mesures diminuant les acquis et les droits liés au travail (retraites, temps de travail, jour de carence, vol de congés, baisse de 10 % de salaire...) nous devons dire :



NON

à la suppression de jours fériés,

à l'augmentation de la franchise médicale,

au gel des prestations sociales,

aux suppressions de postes de fonctionnaires...

NOUS DEVONS REVENDIQUER:

- UNE RÉFORME DES RETRAITES avec un retour à 60 ans comme âge légal de départ ;
- L'ABROGATION DE LA LOI DITE DE « TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE » et celle de la réforme de l'assurance-chômage ;
- LE RETOUR À UNE RÉMUNÉRATION À 100% EN CAS DE MALADIE
- LA SUPPRESSION DU JOUR DE CARENCE
- L'AUGMENTATION IMMÉDIATE DE 10% DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE ;
- L'INDEXATION DES SALAIRES, des minima sociaux, des pensions et du point d'indice sur l'inflation ;
- LA RECONSTRUCTION DES GRILLES INDICIAIRES pour corriger le tassement des carrières ;
- L'ÉGALITÉ SALARIALE et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- DES RECRUTEMENTS STATUTAIRES ET PLAN DE TITULARISATION pour résorber la précarité dans la fonction publique ;
- LA SEMAINE DE 32 HEURES sans perte de salaire ;
- DES DOTATIONS AUX SERVICES PUBLICS À LA HAUTEUR DE L'URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE et des missions transférées aux collectivités

UN AUTRE BUDGET EST POSSIBLE!

C'est pourquoi la FSU Territoriale appelle les agent·e·s de la fonction publique territoriale à se mettre en grève le 10 septembre et à participer aux mobilisations qui seront construites dans le cadre de nos revendications. Elle appelle également les agent·e·s à rejoindre la journée nationale interprofessionnelle unitaire du 18 septembre qui devra permettre de poursuivre la construction du rapport de forces pour atteindre ces revendications.





